

QUELLES STRATÉGIES MAINTENANT?

RÉFLEXIONS SUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET SYNDICAUX ACTUELS

Le rapport de force en cours contre le projet de loi Travail (1) présente de multiples aspects. Les formes de lutte, la composition des mouvements sociaux, l'ancienneté et l'élargissement des dynamiques doivent nous questionner et nous aider à mieux appréhender le présent et les suites.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION DE 2006 À AUJOURD'HUI

Lors du mouvement contre le CPE (2) en 2006 et celui contre la réforme du système des retraites de 2010, les confédérations syndicales étaient toutes unies contre ces projets de loi. Dans cette intersyndicale, on retrouvait d'ores et déjà le clivage habituel entre d'un côté des modérés prompts à accompagner le capitalisme (CFDT, CFTC, CGC) pour amoindrir ses effets dévastateurs, et des tendances réformistes, influencés par différents idéaux révolutionnaires, désireuses de changements sociaux profonds en faveur des salariés (CGT, FO, Solidaires).

Des années de gouvernance à droite et la signature de la CFDT en cachette de l'accord sur les retraites en 2003 et son grand lot de désaffiliations avaient maintenu une unité difficile de 2006 à 2012, année de l'élection de François Hollande. Cette unité semble d'ailleurs bien plus simple entre responsables syndicaux nationaux que dans les entreprises, où l'on voit peu de cortèges intersyndicaux. Mais on a eu la surprise de voir des confédérations accompagnatrices draguées par le président Sarkozy à coups d'amendements, sans qu'elles ne cèdent pour autant, comme on le craignait. La réforme passa mais laissa une trace antisociale indélébile dans le quinquennat Sarkozy. Celui qui séduisit une partie des classes populaires à coups de promesses d'augmentation de pouvoir d'achat avec son fameux «travailler plus pour gagner plus» ne s'en relèvera pas.

La stratégie adoptée pour ces circonstances était principalement celle des journées d'actions nationales de grève. Ici et là, des secteurs se mobilisèrent plus que d'autres, mais le bloc accompagnateur poussait davantage à frapper l'opinion publique avec de grandes manifestations de plusieurs milliers de personnes (indispensables sans doute pour propager une contestation plus globale) que de bloquer l'économie avec des grèves reconductibles.

L'ALLIANCE AVEC LES SYNDICATS D'ACCOMPAGNEMENT ROMPUE

Le ralliement du bloc accompagnateur au projet de loi Travail et à la politique gouvernementale plus globalement marque un tournant. L'intersyndicale d'hier laisse place à l'inter-organisation d'aujourd'hui, composée de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU et d'organisations d'étudiants et de lycéens, qui ne sont pas des organisations professionnelles à proprement parler. La grande pétition signée et popularisée sur internet et les réseaux sociaux a permis de faire connaître la nocivité du projet dit «*El Khomri*». En outre, une mouvance autonome qui s'est redéveloppée plus particulièrement depuis le mouvement contre le CPE et propagée dans les ZAD et les milieux antifascistes s'est greffée à cette dynamique. De plus, le mouvement *Nuit debout* occupe des places un peu partout en France avec des assemblées générales ouvertes.

De belles manifestations ont vu le jour avec un nombre de manifestants plus qu'honorable. Les assemblées générales de *Nuit debout* créent, par leur fonctionnement, de nouveaux ponts entre les différentes

(1) C'est un projet et non une loi définitivement adoptée, présentons-la ainsi pour ne pas partir perdants dès le départ; les mots ont un sens plus profond qu'il n'y paraît.

(2) Le mouvement contre le *Contrat Première Embauche* avait vu la mobilisation de dizaines de milliers de personnes durant le premier semestre 2006.

composantes du mouvement social. Les autonomes ont insufflé un élan de radicalisation dans les manifestations. Et, surtout, depuis quelques semaines, des salariés de secteurs clés de l'économie, mais aussi d'autres, participent à des mouvements de grèves reconduits régulièrement, provoquant des perturbations économiques peu égalées jusqu'à présent.

Alors, des premiers constats s'imposent. Le mouvement social a pris une forme inédite. Peu d'assemblées générales interprofessionnelles comme en 2010. Des alliances plus ou moins implicites dépassent le cadre habituel de la contestation en France. En l'absence des syndicalistes d'accompagnement, le mouvement social a généré une capacité de nuisance au moins similaire au mouvement de 2010, et peut-être même plus. Nombreux furent ceux qui voulaient voir les instances confédérales plus enclines à la grève se désolidariser des autres confédérations. C'est désormais chose faite, car ces dernières ont choisi de s'allier au gouvernement. Les appels à la grève et à leur généralisation commencent à se faire entendre (3). Et ceci y compris par les instances confédérales de la CGT qui s'étaient faites remarquées par le fameux «*la grève générale ne se décrète pas*» lancé par Bernard Thibaut en 2003. Nombreux furent les déçus de cette politique qui y voyaient un sabotage d'une confédération ne voulant pas vraiment lutter contre la réforme des retraites. Il semble plutôt, en tout cas aujourd'hui, que les appels un peu timides de Philippe Martinez relèvent surtout d'une crainte d'absence de crédibilité si l'appel n'était pas suivi. «*Ce sont les salariés qui décident*», comme il le rappelle.

Nous pouvons nous réjouir de cette situation. C'est une première victoire dans la montée en puissance du mouvement actuel et de ceux à venir. Il convient en conséquence de s'interroger sur les futures alliances, leur maintien ou leur élargissement. En effet, si, demain, un éventuel président Juppé nous refait une belle mesure antisociale et que les jaunes d'hier viennent taper à la porte, la leur ouvrons-nous? Sur quelles bases? Quel lien créer pour faire perdurer les relations ou la coexistence entre *nuît-deboutistes*, autonomes, syndicalistes et jeunes? C'est loin d'être une mince affaire. Mais cela semble pourtant primordial. Un clivage énorme sépare parfois certaines composantes du mouvement social. Toutefois, il y a de quoi être optimiste sur certains points. Le mouvement perdure encore aujourd'hui et depuis plusieurs mois sans que nous puissions encore connaître son issue. Une longévité pourtant peu évidente, au vu de la violence de la répression. De plus, une inter-organisations de jeunes de bords très divers et tout aussi variés s'est constituée et continue de travailler collectivement, malgré des désaccords et des clivages importants entre ses différentes composantes. Y participent ou y ont participé aussi bien les Jeunes CGT que Solidaires, l'Unef, ou Alternative libertaire, SOS racisme, etc. Une volonté de mouvement qui dépasse le cadre des alliances organisationnelles classiques a ainsi vu le jour. Elle a permis de rythmer les premières manifestations de «*jeunes*» avant de laisser place, par essoufflement, aux syndicats.

DES CONFÉDÉRATIONS EN LUTTE ET PRUDENTES

Les travailleurs des raffineries, de l'énergie, des transports plus particulièrement, en plus de toutes celles et ceux des autres secteurs, ont pris le relais des jeunes. Et, point notable, pour la première fois depuis longtemps on entend vraiment parler de généralisation de la grève dans les instances confédérales de la CGT (4). Elles semblent plus en symbiose avec la base que par le passé. L'exaspération des salariés en général face aux promesses d'un changement qu'on attend toujours a remonté bon nombre de bases syndicales. Les différentes instances confédérales en lutte semblent l'intégrer et suivre le mouvement en lui donnant un équilibre. Il se dit qu'à la CGT, les cheminots étaient opposés à un appel à la grève générale, car trop de salariés comme de syndiqués se reposeraient sur eux comme en 1995. L'appel plus tardif à la grève reconductible des cheminots qui ont attendu la mobilisation dans les raffineries, sur les routes et les centrales s'expliquerait donc ainsi. La grève par procuration semble avoir laissé des traces.

Cette crainte continue, par ailleurs, de toucher les responsables syndicaux. Elle pousse notamment à ne pas systématiser la création de caisses de grèves sur lesquelles se reposeraient trop facilement les militants et syndiqués en cas de conflit. Certains estiment que cela pourrait peser dans la détermination initiale des

(3) Rappelons et saluons au passage l'activité du collectif «*On bloque tout*» dans lequel bon nombre de libertaires (dont des camarades du groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste) se sont impliqués. Pour plus d'information, se référer à l'article «*Exigeons les 32 heures*» du Monde libertaire n°1779, ou sur le site du groupe Salvador-Segui: <https://salvador-segui.org/2016/05/21/exigeons-les-32-heures/>.

(4) Petit bémol quand même, les salariés du public nécessitent d'avoir un préavis déposé. Je ne saurais dire si tous les secteurs en ont bénéficié ou en bénéficient encore. Difficile aussi de déposer des préavis qui risquent de ne pas être suivis. Le patronat et le gouvernement penseraient qu'ils ont carte blanche pour agir. Peut être faut-il trouver un équilibre entre le préavis reconductible et un appel à renouveler les cessations de travail régulièrement?

grévistes. Les mouvements d'ampleur en seraient compromis. Il se dit que c'est pour cela que certains syndicats ont préféré attendre avant d'appeler au soutien financier.

Les craintes sont fondées. L'effort doit être partagé et on sait qu'il est difficile de mobiliser dans bon nombre de secteurs. Néanmoins, on peut légitimement se demander si ces craintes ne nuiraient pas à l'organisation et à la préparation des luttes. Les salariés qui affirment que cela pèse quand même lourd sur la fiche de paie se rencontrent fréquemment. L'équilibre, là encore, est difficile à trouver. Sans doute faudra-t-il s'organiser d'une façon ou d'une autre en la matière.

NUIT DEBOUT

Le mouvement *Nuit debout* est toujours présent et s'est très sagement constitué en hostilité aux partis et aux syndicats. Né d'un rapprochement de personnalités de la «*gauche critique*», il a permis une expression spécifique de gens souvent «*non représentés*» et sans étiquette aux côtés des encartés. Des ponts se sont construits, des convergences ont été établies.

Cependant, le mouvement est moins suivi, bien que toujours existant. Les grandes assemblées générales ont leurs vertus, mais aussi leurs limites. Remettre en place une dynamique de démocratie directe avec travail en commissions et assemblée générale suivie est très bénéfique pour la construction et la propagation des idées et des convergences des luttes. Mais ce n'est pas tout de se prononcer pour une grève en dehors de son lieu de travail. Encore faut-il la suivre. Si le constat commun d'une nécessaire grève générale est flagrant, le mouvement se retrouve dans la même situation que les militants d'*Occupy Wall Street*, dont les formules incantatoires n'ont pas été suivies d'effets. On ne construit pas une grève générale sans syndicalisme. En tout cas, *Nuit debout* a amené la question du rapport au salariat et à un changement de système sur le devant de la scène. C'est déjà formidable.

LES AUTONOMES

Des cortèges constitués d'autonomes ou personnes assimilées, intervenant avec des pratiques dites offensives (attaques des banques et autres bâtiments censés incarner le capitalisme), que les médias désignent sous le terme de «*casseurs*» sont apparus nombreux et déterminés. En 2006, les échauffourées avaient surtout lieu après la manifestation, idem en 2010 pour les quelques-unes qui eurent lieu. Cette fois-ci, c'est dès le début des manifestations qu'elles commençaient systématiquement. Entre l'approche stratégique du mouvement, le plaisir de s'en prendre aux symboles du système capitaliste et la difficulté à analyser les phénomènes susceptibles de faire entrer les acteurs en mouvement, il n'est pas simple de réfléchir et de conclure sur ces caractéristiques.

Assurément, la détermination (5) de certains semble avoir attiré des jeunes et notamment des lycéens, lassés des humiliations policières et d'être promis à un avenir peu radieux. Reconnaissons-le. Ceci dit, la violence de la répression a vite refroidi les ardeurs des moins téméraires.

A la surprise de beaucoup de militants, les confédérations ont assez peu condamné ces actes. Jusqu'aux affrontements avec les services d'ordre le 12 mai. Globalement, le milieu militant s'accorde pour dire que l'État a adopté une stratégie de tension et d'incitation à la violence.

Quel est le but de ces autonomes? Provoquer l'insurrection qui vient, semble-t-il pour certains d'entre eux... A écouter certaines propagandes (bien réalisées et filmées d'ailleurs), on apprend que le but serait d'être en première ligne pour faciliter la venue des manifestants qui veulent en découdre dans les cortèges syndicaux. S'il s'agit vraiment de l'idée de base, il faut lui tordre le cou. Il faut ne pas fréquenter les milieux syndicalistes pour penser qu'y pullulent une envie et une préparation à l'émeute, voire à l'insurrection. Bon nombre de manifestants ne reviennent pas en cortège à cause des gaz lacrymogènes, des grenades de

(5) Aussi impressionnantes que puissent être les images des «*casseurs*», le terme de «*violence*» n'est pas toujours adapté à la situation actuelle. Un camarade ardent non-violent et anarchiste me définissait un jour la «*violence*» comme un acte qui s'attaque à un être humain, pas aux objets, ce qui justifiait sa participation à des actions de sabotage - comme celles consistant à balancer dans la Seine les camions qui livraient *Le Parisien libéré* lors de la grande grève que connut le journal dans les années 1970. J'ai aussi en souvenir un bon article de Jacky Toublet sur le degré de violence, et notamment le degré moindre dans l'efficacité du syndicalisme qu'il déploie. Des violences eurent lieu contre les policiers indéniablement, dont notamment un flic salement amoché à Paris, qui a pris un pavé. Des manifestants venus de tous les horizons ont aussi et surtout «*pris très cher*», avec des yeux en moins et des membres cassés. Nos robocops se portent plutôt bien, et je ne leur ferai pas l'honneur de parler de «*violence des casseurs*».

désencerclement, des coups de tonfas. Une partie de la dynamique semble avoir été cassée ainsi.

Néanmoins, certains affirment que cette radicalisation des manifestations contribue, par mimétisme, à radicaliser le reste des luttes et notamment les actions syndicales. Difficile d'en prouver la véracité ou la fantaisie. Les sociologues nous en diront peut-être plus bientôt, on l'espère.

LE SECTEUR PRIVÉ TOUJOURS AUSSI PEU PRÉSENT

Constatons enfin que les salariés du privé se mobilisent toujours aussi difficilement. Et pour cause, l'entreprise et la société de consommation sont des structures sociales et des institutions de plus en plus totalitaires dans leur fonctionnement. On s'y plie ou on est complètement exclu. On a beau rendre condamnable la discrimination syndicale, elle reste quasi improuvable. Mettez-vous en grève dans une boîte sans section syndicale, vous serez vite reçu en «*entretien disciplinaire pouvant aller jusqu'à un licenciement*». Allez dire à votre famille: «*Ce mois-ci, on mange des pâtes, on ne paie pas le loyer et on risque l'expulsion à terme*», vous serez vite reçu en «*entretien disciplinaire pouvant aller jusqu'au divorce et à la garde non alternée*».

En conséquence, il faut penser et mettre en œuvre les conditions de développement des sections fragiles. Les caisses de grèves (voire de solidarité plus généralement) et les formations juridiques pointues constituent un élément fondamental dans ce sens. Mais des revendications pour une meilleure représentation et un meilleur contrôle syndical dans les entreprises semblent tout aussi indispensables pour protéger les minorités agissantes et les rendre efficaces.

Car si nous œuvrons à tendre vers une révolution autogestionnaire, fédéraliste et socialiste, soyons quand même en phase avec la réalité de notre contexte politique.

NATHAN

Groupe Salvador-Segui
